

Si la gestion de la crise sanitaire par ce gouvernement a été chaotique et autoritaire, l'intervention sur le front économique est révélatrice des contradictions du néolibéralisme en général, et de ce gouvernement en particulier.

Contradiction sur le front de l'emploi d'abord. Le plan de relance devait prévenir le tsunami social des suppressions massives d'emplois. Or ce plan de relance ne cible que peu les secteurs les plus touchés que sont les services, et il abonde de milliards d'euros les plus grandes entreprises, les plus solides financièrement. Ces grands groupes ne font pas mine de jouer le jeu, tant la logique de la rentabilité pour les actionnaires est première. Danone hier a annoncé la suppression de 2000 emplois, dont 400 en France. Ce même groupe a versé cette année 1,4 milliard € de dividendes à ses actionnaires. Idem chez Sanofi, Total, la liste est longue de ces entreprises qui financent par les aides publiques leur promesse de rentabilité actionnariale tout en engageant des suppressions d'emplois.

La décision de ce gouvernement d'aucune conditionnalité pour les aides va devenir tangible, le scandale entre ces milliards versés, la bonne santé de la bourse, et d'autre part les plans de licenciement, les inégalités, la situation concrète de la majorité de la population va aiguïser les tensions dans la société.

Contradiction sur le front de la dette. Le chantage à la dette a constitué une des pierres angulaires du néolibéralisme ces dernières décennies. Le tabou est tombé dans l'UE. Ce qui n'était pas possible hier, pour les hôpitaux en France, pour le peuple grec à l'échelle européenne est maintenant possible pour sauver le capital.

Les contraintes des traités d'hier saute lorsque le politique le décide, c'est une leçon à retenir. Mais sans rapport de force, ce ne sera pas pour satisfaire les besoins sociaux et environnementaux.

Or l'endettement coûte peu actuellement, avec des intérêts historiquement bas, et ce pour plusieurs années à en croire la BCE elle-même... Ça devrait être, avec des mesures fiscales redistributives pour assurer le fonctionnement de l'Etat, une opportunité pour des investissements puissants dans les services publics, pour la transition écologique, et non pour financer les profits des grands groupes...

Ces contradictions enfin alimentent leur difficulté à construire un projet, une adhésion... Le renouveau écolo de Macron suite à la CCC n'a pas fait long feu... la crise de légitimité du néolibéralisme, leur difficulté à construire du consentement se traduit partout par plus d'autoritarisme, de répression. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le choix de Macron de soutenir Darmanin et une politique autoritaire, identitaire afin de désigner un ennemi intérieur et échapper à ses responsabilités sur le front économique et social.

Ce n'est pas une parenthèse mais une caractéristique du néolibéralisme de ce début de siècle.

Il nous faut intégrer ces nouveaux agencements chez nos adversaires, pour anticiper les coups qui vont tomber, mais aussi envisager comment nous pouvons appuyer sur leur contradiction... le débat nourri par les deux confinements sur les activités essentielles ouvre un potentiel pour promouvoir les services publics, la santé et l'éducation notamment. Le

financement sans condition des grands groupes doit être pointé pour exiger au contraire des moyens pour les services publics.

Sans nier les difficultés, sans se raconter d'histoire, mais en notant que ce 2^{ième} confinement n'est pas le 1^{er} en terme de mobilisation, il y a de la place pour une campagne de la FSU et des mobilisations unitaires pour les services publics au cours des prochaines semaines.